



La politisation de la mémoire : le siège de Leningrad dans les discours, les pratiques et la recherche

Le siège de Leningrad a toujours joué un rôle singulier dans les discours du pouvoir en Union soviétique et en Russie. Ordinairement sujet périphérique et mineur dans l'historiographie mondiale (Ganzenmüller 2011), en URSS, les changements politiques et culturels s'accompagnaient généralement de débats autour du siège de Leningrad. Même pendant la guerre, le siège de Leningrad a été étroitement intégré à l'idéologie soviétique et a influencé l'interprétation soviétique de la Deuxième guerre mondiale ainsi que, plus largement, la construction de l'identité régionale de l'élite soviétique (Бранденбергер 2016, Kelly 2011, Free 2022) et la légitimation du pouvoir (Копосов 2011). Le siège était et demeure le révélateur des changements politiques (Дзенискевич 1998; Malinova 2023, Gruszka 2024).

Le récent regain d'intérêt pour le siège de Leningrad, en Russie, est lié aux procès qui, dans les années 2020-2024, avaient pour enjeu la reconnaissance par la justice russe d'actes caractérisant le « génocide du peuple soviétique ». En octobre 2022, le tribunal municipal de Saint-Pétersbourg a caractérisé le siège de Leningrad comme acte de génocide du peuple soviétique : d'épisode exemplaire de l'héroïsme soviétique, le siège est devenu exemple du sacrifice soviétique. Dans le même temps, diverses institutions publiques russes et biélorusses ont adopté des lois reconnaissant l'existence d'un génocide perpétré contre les Soviétiques. Toutes ces mesures attestent que l'interprétation officielle de la guerre et du siège a fondamentalement évolué et que le rapport à cet événement est en train de changer de paradigme (Machotina 2023).

Quels facteurs expliquent ces décisions ? Comment expliquer l'intérêt du pouvoir russe et soviétique pour le siège ? Pourquoi ce dernier a-t-il une fois de plus été l'enjeu de la politique mémorielle du pouvoir ? S'agit-il d'une réaction à l'adoption en Ukraine de lois reconnaissant le génocide commis par la Fédération de Russie à l'endroit des Ukrainiens, ou bien d'une nécessité objective de remplacer les interprétations héritées de l'époque soviétique ? Pourquoi le pouvoir en Russie sollicite-t-il autant la mémoire du siège ? Quelles potentialités offre ce

sujet ? Enfin, pouvons-nous affirmer que l'utilisation politique du siège aujourd'hui a été directement héritée de l'époque soviétique, ou avons-nous au contraire affaire à de nouvelles pratiques s'appuyant sur des mécanismes et phénomènes totalement différents ?

Pour les dirigeants soviétiques, le siège de Leningrad était un réservoir inépuisable d'interprétations politiques. Pendant une dizaine d'années, l'« affaire de Leningrad » a empêché toute étude de cet événement historique : à la fin des années 1940 et au début de la décennie suivante, le siège était devenu un sujet tabou et politiquement dangereux (Zemskov-Zuge 2012; Kirschenbaum 2006). Dans les années 1960, le siège a été la première catastrophe humanitaire à pouvoir être évoquée et étudiée par l'historiographie soviétique. Une nouvelle approche de la guerre a ainsi vu le jour en URSS, qui a joué le rôle d'analogue soviétique au discours sur la Shoah (Voronina, Barskova 2019). Dans la littérature de guerre soviétique, *Le Livre du siège* d'Ales' Adamovič et Daniil Granin incarne cette orientation plus humaniste qui a ouvert la voie à la « prose des lieutenants » (Воронина 2018). À chaque regain de tension pendant la guerre froide, des deux côtés du rideau de fer, les recherches sur le siège de Leningrad remplissaient les fonctions de manifestes politiques (Дзенискевич, Ganzenmüller 2011). En Russie, cette tradition de recourir à l'héritage et à la mémoire du siège pendant les périodes de crise a été reprise par l'élite politique postsoviétique. La « démocratisation » de la mémoire du siège grâce à l'apparition de multiples acteurs de mémoire et de plusieurs projets de commémoration et de centres d'étude du siège, dans les années 1990, ainsi que la formation de « communautés de mémoire » prenant la forme d'associations de survivants du siège, les premières en Russie à obtenir la reconnaissance de leur statut de victimes civiles de guerre, ont symbolisé de nouvelles tendances dans la politique russe (Воронина 2018, Wachter 2022, Павловский 2022). La « loi sur les anciens combattants » a mis certaines catégories de survivants du siège sur le même plan que les anciens combattants, les constituant ainsi en véritable groupe social et politique capable d'exercer une influence sur les projets mémoriels initiés par les pouvoirs publics.

Dans ce contexte, le fait que le siège réapparaisse dans le discours du pouvoir comme exemple du génocide de la population soviétique ne témoigne pas seulement de l'émergence de nouvelles approches dans l'étude de ce passé tragique et complexe, mais aussi des changements qui se sont produits tant dans la politique mémorielle des dirigeants que, plus largement dans la société russe. L'explication la plus évidente en est donnée par les journalistes, qui avancent que cette évolution de la mémoire culturelle a vocation pour la Russie à répondre aux sanctions internationales et à la guerre avec l'Ukraine. Toutefois, le discours en faveur de l'existence d'un génocide envers les Soviétiques repose idéologiquement sur le projet « Sans délai de prescription », créé plus tôt, en 2019. Quant au degré de responsabilité des dirigeants nazis dans la disparition d'une importante partie des habitants civils d'une des plus grandes mégalopoles soviétiques, il était déjà largement débattu par les communautés d'historiens au niveau international depuis plusieurs décennies. En outre, pendant la même période, les chercheurs ont découvert de multiples sources sur la vie quotidienne pendant le siège : ces écrits personnels, œuvres littéraires et archives participent à construire de nouvelles représentations du siège. Ces dernières années, le profil sociologique des associations de survivants a singulièrement été transformé : les médiateurs actifs des interprétations héroïques du siège ont été remplacés par des personnes qui étaient enfants pendant le siège et se définissent donc plus volontiers comme des victimes. De nouveaux lieux de mémoire du siège, des musées et des expositions sont apparus à Saint-Pétersbourg. Le sujet attire désormais l'attention de l'Église orthodoxe russe.

Le discours politique sur le siège est donc élaboré par de multiples acteurs, et définit ce qui peut, doit et ne doit pas être dit, écrit ou montré sur le siège. À travers les institutions et les agents sociaux, ce discours agit sur les représentations individuelles et collectives, exerçant par là une forme de contrôle, de censure visible et invisible, par le biais d'interdictions et d'incitations (Bourdieu 1984 et 1996, Durand 2006). Devant ces récentes évolutions du discours sur le siège en Russie en ce début de XXI^e siècle, il devient indispensable de repenser l'approche scientifique du siège de Leningrad. C'est précisément à l'analyse de la manière dont se réalise ce changement politique et des acteurs, les discours et mécanismes qui influencent la réinterprétation des discours sur le siège que notre colloque se consacrera.

L'attention portera donc sur les liens entre le siège et la politique à différents moments de l'histoire soviétique et russe. Comment la politique de l'État soviétique a-t-elle influencé l'étude de cet événement historique ? Comment les dirigeants politiques ont-ils instrumentalisé le siège ? Quel rôle ont joué dans ces phénomènes les divers acteurs de la mémoire – instituts d'histoire, unions des écrivains, spécialistes de littérature, auteurs de mémoires, conservateurs des musées ? Quels changements culturels, idéologiques et politiques ont conditionné les évolutions du discours sur le siège ? Comment les discussions académiques ont-elles pesé sur les représentations du siège ? Comment la mémoire du siège s'est-elle construite dans l'immédiat après-guerre, pendant la guerre froide, la perestroïka et dans le contexte géopolitique actuel ? Quels facteurs ont déterminé à chaque période l'apparition de représentations du siège ? Quelles formes ont prises les interactions entre les témoins du siège et les personnes qui n'en ont pas eu une expérience directe ? Pour finir, qu'a-t-on pu dire par le passé et que pouvons-nous aujourd'hui dire, montrer et écrire du siège, et sous quelles formes ? Que taisent les représentations socialement et politiquement admises ?

Ce colloque étudiera l'influence de la politique mémorielle en URSS et en Russie sur la construction et l'évolution des normes de représentation du siège. Il sera structuré autour des périodes clés de changement politique dans l'histoire soviétique et russe, ainsi que de leur incidence sur les divers discours et pratiques liés au siège de Leningrad. Les réflexions porteront sur la manière dont l'« affaire de Leningrad », les réformes du Dégel, le regain de la guerre froide dans les années 1970, la perestroïka et, pour finir, la guerre avec l'Ukraine ont influencé l'historiographie, la littérature, le cinéma et les discours politiques. Nous nous attacherons à dégager les raisons et les conséquences de l'intérêt du pouvoir pour le siège, les limites du représentable selon les périodes historiques, et discuterons du rôle du siège dans la construction actuelle de discours sur le passé.

Nombre de participants : 20

Durée des interventions : 20 minutes

Lieu : Université Grenoble Alpes

Langues de travail : anglais, français, russe

Dates : 5, 6 et 7 novembre 2025

Les **propositions de communication** (titre, 300 mots et CV [100 mots]) sont attendues au plus tard le 2 avril 2025 à l'adresse colloque-siege-leningrad-2025@univ-grenoble-alpes.fr. Une réponse sera donnée pour le 2 mai 2025.

Comité scientifique

Emilia Koustova (GEO, Université de Strasbourg), Isabelle Després (CESC/ILCEA4, UGA), Walter Schperling (Berlin, Fondation Max Weber)

Comité d'organisation

Valéry Kossov, Laure Thibonnier, Tatiana Voronina

Bibliographie

Bourdieu Pierre (1984), « Censure », in *Questions de sociologie*, Paris : Éditions de Minuit, p. 138-142.

Bourdieu Pierre (1996), *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir.

Durand Pascal (2006), *La censure invisible*, Arles, Actes Sud.

Free Anna (2022) *War and Terror in Leningrad: The Museum of the Defense of Leningrad and War. Commemoration under Stalin*, PhD thesis, University of California Davis, https://escholarship.org/content/qt9km065qq/qt9km065qq_noSplash_cf4f6f666e9e0553316b9c7d037613c7.pdf.

Ganzenmüller Jörg (2011), « Memory as a Secondary Theatre of War. The Leningrad Blockade in German Memory », *Osteuropa*, n° 8-9, p. 7-22.

Gruszka Sarah (2024), *Le siège de Leningrad. Septembre 1941 - janvier 1944*, Paris, Tallandier.

Kelly Catriona (2011), « The Leningrad Affair': Remembering the 'Communist Alternative' in the Second Capital », *Slavonica*, vol. 17 (2) : Between History and the Past: The Soviet Legacy as Traumatic Object of Contemporary Russian Culture, p. 103-122.

Kirschenbaum Lisa A. (2006), *The Legacy of the Siege of Leningrad, 1941–1995: Myth, Memories, and Monuments*, New York, Cambridge University Press.

Makhotina Katja (2023), « Ankerpunkte der Erinnerung: Der Zweite Weltkrieg in Erinnerungskulturen Deutschlands und des östlichen Europas », in *Erinnern! Aufgabe, Chance, Herausforderung*, 1, p. 37-39.

Malinova Olga (2023), « Political uses of memory of the early period of the post-Soviet transformations in contemporary Russia », in *Remembering the Neoliberal Turn: Economic Change and Collective Memory in Eastern Europe after 1989*, Routledge, p. 77-92.

Voronina Tatiana, Barskova, Polina (2019), « Unspeakable truths: children of the siege in Soviet literature », in Voronina Olga, *A companion to Soviet children's literature and film*, Leiden, Brill, p. 307-344.

Wachter Alexandra (2022), « The Last Heroes of Leningrad. Coping Strategies of Siege Survivors in Soviet and post-Soviet Society », *Zeitgeschichte im Kontext*, 17, Wien, V&R Unipress, Vienna University Press.

Zemskov-Züge Andrea (2012), *Zwischen politischen Strukturen und Zeitzeugenschaft: Geschichtsbilder zur Belagerung Leningrads in der Sowjetunion 1943-1953*, Göttingen, V&R Unipress.

Бранденберг Давид (2016), «“Репрессированная” память? Кампания против ленинградской трактовки блокады в сталинском СССР, 1949–1952 гг. (на примере Музея обороны Ленинграда)», *Новейшая история России*, 3(17), р. 175-186.

Воронина Татьяна (2018), *Помнить по-нашему: социалистический историзм и блокада Ленинграда*, М., НЛО.

Дзенискевич Андрей (1998), *Блокада и политика: Оборона Ленинграда в политической конъюнктуре*, Санкт-Петербург, Нестор-История.

Копосов Николай (2011), *Память строгого режима. История и политика в России*, М., НЛО.

Павловский Алексей (2022), «Культурная травма и современная историография: “вторая волна” исследований памяти о блокаде Ленинграда (2016–2021)», *Историческая экспертиза*, 30(1), р. 26–49. <https://doi.org/10.31754/2409-6105-2022-1-26-49>.